

BANQUE CENTRALE DU CONGO
DIRECTION GENERALE DE LA POLITIQUE MONETAIRE
ET DES OPERATIONS BANCAIRES

Direction des Analyses Economiques



NOTE DE CONJONCTURE

FEVRIER 2010

BANQUE CENTRALE DU CONGO
DIRECTION DES ANALYSES ECONOMIQUES

Adresse : **563, Boulevard Tshatshi**
Kinshasa-Gombe
République Démocratique du Congo

Adresse postale : **B.P. 2697**

Téléphone : **(243) 810 516 452**
(243) 818 105 970
(243) 815 047 242

Site web : **<http://www.bcc.cd>**

La Note de conjoncture est élaborée par la Direction des Analyses Economiques sous la responsabilité et la supervision de la Direction Générale de la Politique Monétaire et des Opérations Bancaires.

Tous droits réservés. Les reproductions à usage pédagogique et non commercial sont autorisées sous réserve de citer la source.

Note de conjoncture – BCC- février 2010

A fin février 2010, les événements et faits économiques qui ont marqué l'économie mondiale ainsi que la situation économique et financière de la République Démocratique du Congo se résument comme suit :

I. CONTEXTE INTERNATIONAL

Le mois de février de 2010 a été marqué par la survenance des catastrophes naturelles dans bon nombre des pays tant en Europe, en Amérique latine qu'en Asie.

- Sur le plan économique, l'économie mondiale, mise à mal par deux années de crise, se redresse plus vite qu'on ne l'avait prévu. D'après les dernières prévisions du FMI, la croissance mondiale devrait, après avoir été négative en 2009, atteindre 3,9 % en 2010 et 4,3 % en 2011. La croissance du PIB pour les pays en développement est estimée à 4,3 % en 2010 contre 1,2 % en 2009, celle des pays riches se situerait à 2,1 % en 2010 contre une baisse de 3,4 % en 2009.

Cependant, la reprise se poursuit à un rythme différent selon les régions : les pays émergents, emmenés par l'Asie, se montrent relativement dynamique tandis que dans les économies avancées, l'activité reste encore molle et tributaire des mesures de relance prises par les pouvoirs publics.

Ces divergences peuvent être une source d'instabilité financière, par exemple en entraînant des « bulles » ou un excès de flux de capitaux vers les économies émergentes. Par ailleurs, une hausse excessive des prix des matières premières, et en particulier du prix de pétrole, pourrait avoir des effets défavorables sur les pays industrialisés. Le FMI a donc averti les pays qu'ils risquaient de replonger en récession s'ils retiraient trop tôt leurs mesures anti-crisis.

- Sur le plan social, les perspectives économiques mondiales publiées par la Banque Mondiale indiquent que la crise entraînerait une augmentation préoccupante de l'extrême pauvreté d'ici la fin 2010. En effet, celle-ci devrait concerner 64 millions de personnes de plus que si la crise n'avait pas eu lieu. L'augmentation de la pauvreté a de fortes implications pour les gouvernements des pays pauvres, qui sont confrontés à une baisse de revenus au moment où ils sont justement le plus sollicités.

Graphique 1 : Croissance du PIB mondial en pourcentage

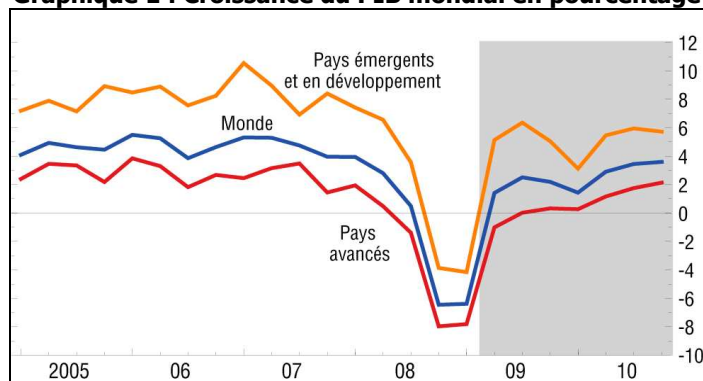


Tableau 1 : Evolution du taux de croissance économique/région de 1991 à 2010

	1991-2002 ^b	2003	2004	2005	2006	2007	2008 ^c	2009 ^c	2010 ^c
World	2,8	2,7	4,1	3,4	3,9	3,7	2,0	-2,2	3,9
Developed countries	2,5	1,9	3,0	2,4	2,8	2,5	0,7	-3,4	2,1
Japan	1,0	1,4	2,7	1,9	2,0	2,4	-0,6	-5,4	1,7
USA	3,3	2,5	3,6	2,9	2,8	2,0	1,1	-2,7	2,7
European Union	2,3	1,3	2,5	1,9	3,1	2,9	0,9	-4,2	1,0
Developing countries	4,7	5,4	7,2	6,6	7,2	7,3	5,4	1,7	6,0

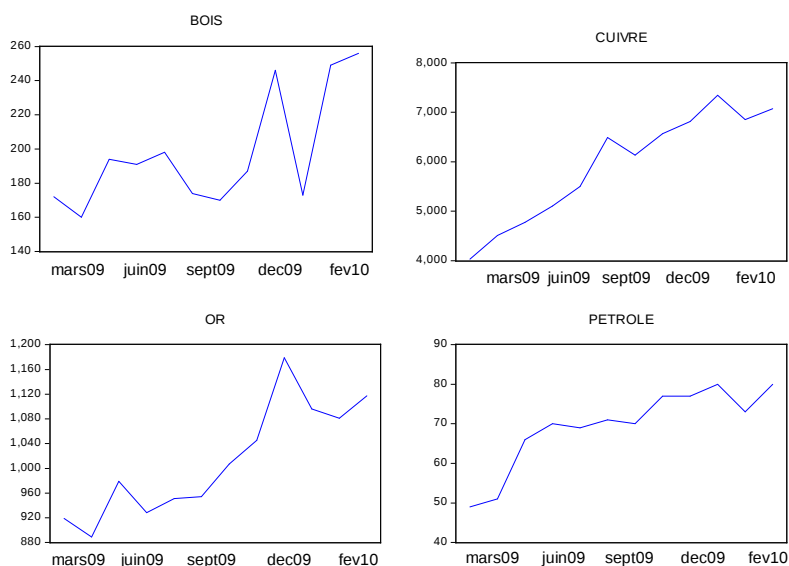
Source : UNCTAD Secretariat calculations, based on U N, Department of Economic and Social Affairs (UN/DESA), and FMI, Perspectives de l'économie mondiale, oct. 2009

a Calculations for country aggregates are based on GDP at constat 2000 dollars.

b Average.

c Preliminary estimates for 2008 and forecasts for 2009.

En ce qui concerne les cours des matières premières, à fin février 2010, les cours des matières premières d'origine minérale ont tous affiché des évolutions positives, excepté celui du cobalt qui a légèrement fléchi. Parallèlement, ceux des matières premières d'origine agricole ont gardé leurs évolutions divergentes ; hausse pour les uns et baisse pour d'autres.

Graphique 2. Evolution des cours de quelques matières premières**Tableau 2 : Evolution des cours de quelques matières premières ⁽¹⁾**

Produits et marchés	Cotations	2009	2010	
		Décembre	Janvier (♦)	février
Cuivre (LME)	\$/tm	7.345,00	6.853,00	7.071,00
Zinc (LME)	\$/tm	1.682,20	2.121,50	2.157,00
Cobalt (Londres)	\$/lb	20,75	23,25	21,00
Coltan (Londres)	\$/lb	36,00	37,00	40,00
Or (NY)	\$/ot	1.095,75	1.081,40	1.117,00
Argent (NY)	Cts/o.t	1.682,20	1.619,50	1.645,00
Pétrole				
-Brent (Londres)	\$/baril	78,00	71,31	77,66
-WTI (NY)	\$/baril	79,56	72,71	79,68
Huile de palme (Kuala Lumpur) ⁽²⁾	Riggints/tm	1.675,00	2.450,00	2.595,00
Café Arabica (NY)	Cts/lb	107,95	132,05	128,90
Café Robusta (Londres)	\$/tm	1.765,00	1.301,00	1.239,00
Caoutchouc (Singapour)	Cts/kg	136,00	303,00	333,00
Cacao (NY)	\$/tm	2.550,00	3.216,00	2.914,00
Cotton (NY)	Cts/lb	48,05	69,14	82,90
Bois (Chicago) ⁽³⁾	\$/bdft	172,50	248,70	255,80

(1) Cours exprimés à fin période

(2) Riggints monnaie de Kwalla Lumpur: 25 riggints= 5 euros

(3) Bdft (Board foot) : 1 bdft= 2,35973722 liters

(♦) Cours au 29 janvier 2010

II. CONTEXTE INTERIEUR

Le deuxième mois de l'année 2010 a été marqué globalement par une relative accalmie observée sur les différents marchés. Par ailleurs, deux autres faits saillants pouvant influencer sur les évolutions économiques ultérieures ont été enregistrés au mois de février, à savoir :

- (i) le remaniement du Gouvernement, promulgué en date du 20 février par le Président de la République ;
- (ii) l'annulation par le Club de Paris d'une partie de la dette due par la RDC. Cet accord, sur près de 3 milliards de dollars américains de dette (arriérés), conduit à l'annulation de 1,31 milliard de dollars et au rééchelonnement d'environ 1,65 milliard de dollars, sur la période du PEG II allant de juillet 2009 à juin 2012.

III. EVOLUTION DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS

III.1. SECTEUR REEL

3.1.1. Croissance économique

Selon les estimations établies sur base des réalisations de production à fin février 2010 et des projections corrigées pour la période 2010-2014, elles situeraient le taux de croissance à 5,4 % en 2010 contre 2,8 % en 2009. Cette révision des données intègre le complément d'informations du secteur minier.

Indice trimestriel d'activité

L'évolution de l'indice trimestriel d'activité au cours de l'année 2009 révèle une accentuation de la récession économique au premier trimestre due aux effets de la crise financière internationale. Au deuxième trimestre, la hausse de la demande internationale, couplée à une amélioration de l'environnement intérieur suite au bon comportement des finances publiques, a induit une évolution positive de la conjoncture, et ce, en dépit de la poursuite de la récession.

Tableau 3 : Evolution de l'indice global et des indices sectoriels d'activité

Indice global d'activité			Indices sectoriels				
	Taux de croissance trimestriel	En cumul	Mines et hydrocarbures	Manufacture	Construction	Energie	Autres
1 ^{er} trim. 08	2,5	2,5	18,3	0,1	10,8	3,2	14,5
2 ^{ème} trim. 08	6,7	9,4	3,2	5,5	8,4	-9,6	-5,4
3 ^{ème} trim. 08	-1,8	7,5	0,7	-6,6	-4,7	2,4	18,1
4 ^{ème} trim. 08	-1,1	6,2	-11,0	-3,0	-1,4	-2,4	0,3
2009*							
1 ^{er} trim.	-2,19	-2,19	-8,61	-2,95	-0,61	-2,12	-1,73
2 ^{ème} trim.	-0,52	-2,69	-1,66	5,05	0,78	-1,27	3,01
3 ^{ème} trim.	2,09	-0,66	7,55	5,81	1,3	0,40	0,55
4 ^{ème} trim.	2,00	1,32	0,51**	5,57	0,21	0,17	0,23

Source : Banque Centrale du Congo / Direction des Statistiques

* le changement de chiffres est imputable aux modifications intervenues dans la structure des branches d'activités

** calculé sur base des données provisoires

Au troisième trimestre, l'évolution de l'indice trimestriel d'activité indique que la République Démocratique du Congo est finalement sortie de la récession observée depuis les six derniers mois de 2008. Cette sortie de récession est le fait de l'amélioration sensible des activités dans les secteurs de mines et hydrocarbures (+7,6 %) ainsi que dans celui de la manufacture (5,8 %). Cette même

Note de conjoncture février 2010

tendance s'est poursuivie au quatrième trimestre, attestée par la hausse de 2,0 % de l'indice d'activité. Le redressement a concerné la quasi-totalité des branches d'activité économique dont le plus important a été celui du secteur de la manufacture.

3.1.2. Taux d'inflation – Objectif à fin décembre 2010 : 15,00 %

3.1.2.1 Evolutions

Le mois de février 2010 s'est clôturé avec un taux d'inflation mensuel de **0,99 %** identique à celui de l'objectif. La dernière semaine a enregistré un taux de **0,07 %** contre une prévision de **0,24 %**. Comparé au taux d'inflation du mois de janvier (3,22 %), une nette décélération du rythme de formation des prix a été observé, avec 2,23 points de pourcentage de baisse.

En outre, le taux d'inflation sous-jacente s'est situé à **0,73 %** contre 2,88 % un mois auparavant.

L'évolution du rythme de l'inflation pendant le mois de février se présente comme suit :

Tableau.4. Evolution de l'inflation à fin février 2010

Février	1 ^{ère} semaine	2 ^{ème} semaine	3 ^{ème} semaine	4 ^{ème} semaine
Taux objectif hebdomadaire	0,24 %	0,24 %	0,24 %	0,24 %
Taux hebdomadaire réalisé	0,29 %	0,32 %	0,31 %	0,07 %
Taux objectif mensuel	-	-	-	0,99%
Taux mensuel réalisé	0,29 %	0,61 %	0,92 %	0,99 %

Source : Economie réelle, Direction des Analyses Economiques

3.1.2.2. Causes

La quasi-stabilité du niveau général des prix observée est due à :

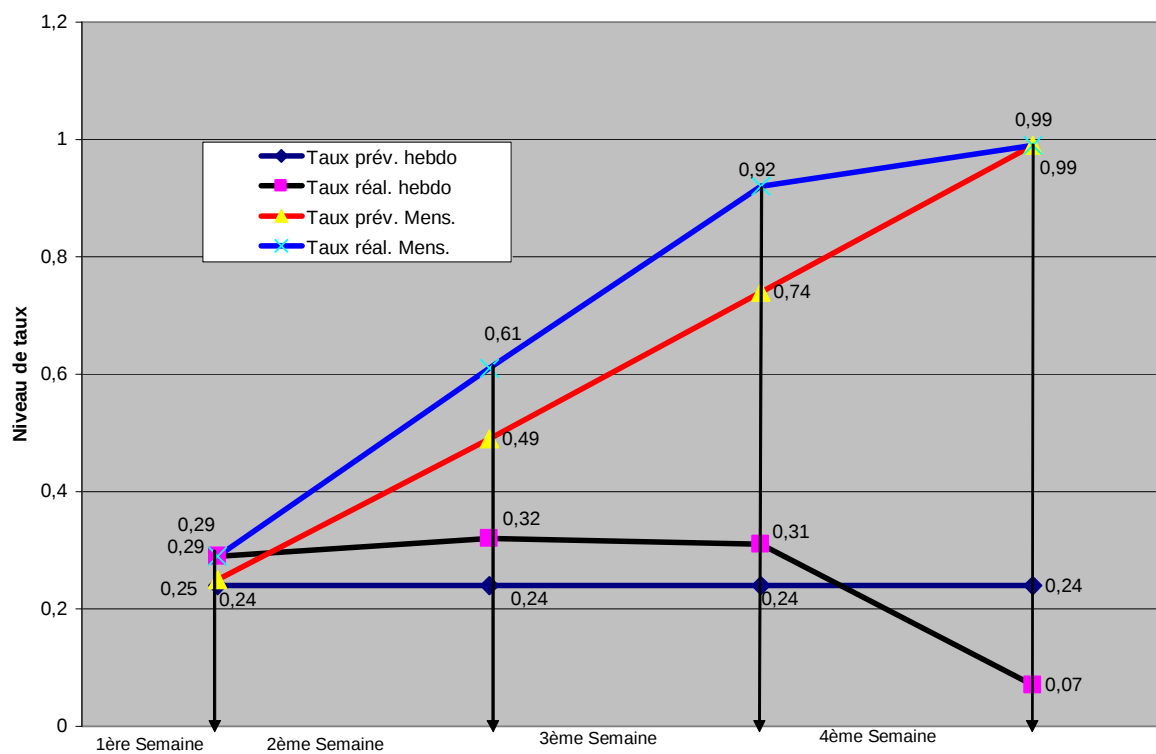
- (i) l'amélioration de l'offre des biens grâce à une meilleure circulation des marchandises sur les principaux axes routiers reliant la capitale aux centres d'approvisionnement du Bas-Congo et du Bandundu;
- (ii) l'application des politiques conjoncturelles restrictives et prudentes, traduites par le resserrement budgétaire avec comme corollaire la relative stabilité du taux de change.

3.1.2.3. Prévisions

Sur base du taux cumulé réalisé à fin février (4,24 %), la projection de l'inflation à fin 2010 situe le taux à **30,99 %** contre un objectif de **15,00 %**.

Pour respecter l'objectif annuel d'inflation, les taux à réaliser pour le reste de l'année devraient se limiter à 0,99 % et à 0,24 % respectivement en rythme mensuel et hebdomadaire.

Cadrage de l'inflation à fin février



III.2. FINANCES PUBLIQUES

L'exécution des opérations financières de l'Etat pour le mois de février renseigne des recettes de 144,4 milliards de CDF contre des dépenses de 128,5 milliards, soit un excédent de trésorerie de 15,9 milliards de CDF.

3.2.1. Ressources budgétaires au mois de février 2010

Par rapport aux prévisions de 128,9 milliards de CDF, les réalisations au 26 février révèlent une mobilisation des recettes plus que prévue de 144,4 milliards de CDF, soit une plus-value de 15,4 milliards.

Tableau 5 : Mobilisation des recettes à fin février 2010

(en milliards de CDF)*

	Prévisions	Réalisations	Ecart
Total des revenus et dons	128,9	144,4	15,4
Total des revenus	128,9	144,4	15,4
Recettes fiscales et non fiscales	116,0	107,6	-8,4
- Douanes et assises (DGDA)	53,6	50,8	-2,8
- Impôts directs et indirects (DGI)	42,8	39,5	-3,4
- Recettes non fiscales (DGRAD)	12,9	17,3	4,3
Recettes pétrolières (productions)	19,6	36,6	17,0
Autres recettes	0,0	0,2	0,2
Total Dons	0,0	0,0	0,0

Source : Comité de Plan de trésorerie du secteur public (fourni par le FMI).

* Situation provisoire au 26 fév.

3.2.1.1. Recettes fiscales et non fiscales

Pour le deuxième mois de l'année, il a été enregistré une moins-value de 8,4 milliards de CDF dans la mobilisation des recettes fiscales et non fiscales. En effet, les réalisations au titre de ces recettes ont atteint 107,6 milliards de CDF contre une prévision de 116,0 milliards. Hormis la contre-performance réalisée au niveau des recettes de douanes et impôts, la bonne tenue des recettes par la DGRAD a permis d'atténuer cet écart négatif.

3.2.1.2. Recettes pétrolières

La mobilisation des recettes pétrolières a été supérieure aux prévisions. En effet, ces recettes ont atteint 36,6 milliards de CDF contre une prévision de 19,6 milliards. Cette plus-value engrangée au mois de février, est la résultante notamment de la hausse du cours du baril sur le marché international.

3.2.2. Dépenses budgétaires au mois de février 2010

A fin février 2010, les dépenses budgétaires exécutées ont atteint 128,5 milliards de CDF contre une prévision de 127,5 milliards, soit un taux d'exécution de 100,8 %. En effet, seules les dépenses courantes ont été exécutées en deçà de leur niveau prévisionnel au cours du mois.

Tableau 6 : Exécution des dépenses de l'Etat au mois de février 2010

(en milliards de CDF)*

	Prévisions	Réalisations	Ecart
Total des dépenses	127,5	128,5	1,0
<i>Dép. courantes</i>	90,2	74,9	-15,3
<i>Dép. en capital</i>	32,4	41,9	9,5
<i>Dép. exceptionnelles</i>	3,1	5,2	2,1
<i>Repalement des arriérés</i>	1,8	6,4	6,6

Source : Comité de Plan de trésorerie du secteur public.

* Situation provisoire.

3.2.3.. Solde général

Les opérations financières de l'Etat se sont soldées par un excédent de 15,9 milliards de CDF au mois de février 2010 contre un excédent prévisionnel de 1,4 milliard.

3.2.4. Situation financière de la BCC

Les données provisoires de la situation financière de la BCC font ressortir un déficit de 10,6 milliards de CDF au mois de février, découlant des recettes de 4,6 milliards de CDF et des dépenses de 15,2 milliards.

En cumul, ce déficit se situe à 21,4 milliards de CDF suite à la réalisation d'un niveau d'encaissements de 9,5 milliards de CDF contre des décaissements de 30,9 milliards dont 18,1 milliards, soit 58,6 %, se rapportent aux charges supportées par la BCC au titre de la politique monétaire et d'intérêt général.

Tableau 7: Exécution du plan de trésorerie de la BCC au mois de février 2010
(en milliards de CDF)*

	Prévisions	Réalisations	Ecart
Total recettes	6,03	4,60	- 1,43
<i>dont intérêts</i>	<i>0,02</i>	<i>0,36</i>	<i>0,34</i>
Total des dépenses	13,57	15,16	- 1,6
<i>dont les dépenses de Politique monétaire d'intérêt général</i>	<i>8,86</i>	<i>9,28</i>	<i>0,41</i>

Source : Comité de Plan de trésorerie du secteur public.

* Situation provisoire

III.3. SECTEUR EXTERIEUR

Dans l'attente des données de 2010, les points 3.3.6 et 3.3.7 présentent la situation de l'année 2009.

3.3.1. Taux de change

Le franc congolais s'est échangé à 921,10 CDF le dollar à fin février 2010 contre 920,30 CDF à fin janvier 2010 et 902,66 CDF à fin décembre 2009, soit des dépréciations de 0,09 % et de 2,00 % par rapport respectivement à fin janvier et fin décembre 2009.

Cette légère dépréciation est due principalement aux effets du phénomène cyclique lié à la reconstitution des encaisses en devise des opérateurs économiques après la période des fêtes de fin d'année.

Tableau 8 : Evolution du taux de change en 2010

(en CDF/USD)

(en CDF/USD)

Dates	Taux de change CDF/1 USD		Variation en %		Ecart (1)-(2)
	Indicatif (1)	Parallèle (2)	Par rapport au mois précédent		
	Cours	Cours	indicatif	libre	
30-déc-09	902,66	914,50	-	-	-11,84
29-jan-10	920,30	919,50	-1,92	-0,54	0,8
26 fév- 10	921,10	922,00	-0,09	-0,27	-0,9

Source : Banque Centrale du Congo

Par ailleurs, la dépréciation réalisée à fin février 2010 (2,0 %) est très faible par rapport à celle de la période correspondante de l'année 2009 (14,4 %). Ceci s'explique par l'importance du déficit du secteur public de 2008 qui a atteint au moins 60 milliards de CDF créant des effets décalés de grandes ampleurs qui se sont étalés quasiment sur les quatre premiers mois de 2009. Par contre à fin 2009, le secteur public a réalisé des excédents de l'ordre de 82 milliards de CDF justifiant la relative stabilité du taux de change.

3.3.2. Transactions en devises sur le marché des changes

Le volume des transactions a atteint 148,12 millions USD à fin février 2010 contre 160 millions un mois auparavant. Il convient de relever que ce recul du niveau des transactions par rapport au mois de janvier 2010 est aussi expliqué par la non intervention de la BCC sur le marché des changes. En excluant l'intervention de la BCC sur le marché de change opérée en début d'année, le volume des transactions marque, au mois de février, un recul de 1,88 millions USD.

Tableau 9 : Transactions en devises

(en millions de USD)

Période	2008	2009	2010		
	Cumul	cumul	Janvier	Février	Cumul annuel
Achats	926,4	862,8	75,72	66,42	142,14
Ventes	984,0	997,75	84,24	81,70	165,94
Dont BCC	-	125,1	10,00	-	-
Solde	57,6	135,0	8,5	15,21	23,71
Total	1910,4	1860,6	160	148,12	308,12

Source : Banque Centrale du Congo

3.3.3. Budget en devises

Au mois de février 2010, le budget en devises s'est soldé par un déficit de 23,3 millions USD contre une prévision de 9,8 millions. En effet, les recettes ont atteint 51,4 millions et les dépenses 74,7 millions. Cette situation se justifie par le niveau plus important des dépenses du Trésor notamment par le paiement des fournisseurs étrangers dont les dépenses prévues représentent le dixième des

dépenses réalisées.

Par ailleurs, le déficit réalisé au mois de février est plus important que celui réalisé en janvier, soit 13,9 millions de USD.

Tableau 10 : Exécution du budget en devises à fin février 2010

(en USD)

	Prévisions	Réalisations	Différence
I. RECETTES	39.881.499	51.406.956	11.525.457
<i>A. Recettes d'exploitation</i>	1.432.994	1.668.875	235.881
<i>B. Opérations de change</i>	38.448.505	49.738.082	11.286.577
1. Rachats recettes fiscales et non fisc.	30.448.505	49.738.082	19.289.577
- recettes pétrolières	23.448.505	40.000.000	16.551.495
- recettes minières	7.000.000	5.668.286	-1.331.714
- Pas de porte		-	-
2. Rachats Financements extérieurs	8.000.000	-	-8.000.000
II. DEPENSES	49.656.092	74.698.142	25.042.050
<i>A. Dépenses du Trésor</i>	34.328.054	65.663.619	31.335.564
1. Service de la dette extérieure	5.727.835	-	-5.727.835
2. Paiements diverses créances	12.700.219	7.456.745	-5.243.474
3. Fonctionnement	15.900.000	58.206.873	42.306.873
- Fournisseurs étrangers	4.000.000	44.836.785	40.836.785
- Institutions	4.000.000	3.135.515	-864.485
<i>B. Dépenses de la BCC</i>	15.328.038	9.034.523	-6.293.515
1. Remboursement créances	475.000	469.208	-5.792
2. Frais financiers	634.704	1.185.404	550.700
3. Fonctionnement	4.068.334	7.194.137	3.125.803
4. Investissements	150.000	185.775	35.775
5. Ventes interbancaires	10.000.000	-	-10.000.000
III. BALANCE	-9.774.594	-23.291.186	-13.516.592

Source : Banque Centrale du Congo

3.3.4. Réserves de change

Au 26 février 2010, les réserves internationales se sont chiffrées à 951,70 millions USD, nettement en recul par rapport aux deux derniers mois. Ces réserves représentent une couverture d'importation des biens et services d'environ 5,81 semaines et se répartissent de la manière suivante :

- les réserves affectées se chiffrent à 647, 24 millions de USD;
- les réserves indisponibles sont fixées à 6,68 millions de USD ;
- les réserves disponibles sont de 297,78 millions de USD.

Tableau 11 : Evolution des réserves internationales

(en millions de USD)

Période	En mios de USD	En mois d'import.	En semaines d'import.	Affectées	Indispo	Dispo
30 déc.2009	1.000,82	1,81	7,84	700,11	76,73	223,99
29janv. 2010	1.000,28	1,41	6,11	652,92	47,94	299,42
26 fév. 2010	951,70	1,34	5,81	647,24	6,68	297,78

Source : Banque Centrale du Congo

3.3.5. Politique de change

Pour rappel, en date du 28 janvier 2010, la Banque Centrale est intervenue sur le marché des changes par la vente des devises pour un montant de 10,0 millions de USD au taux de 920 FC le dollar

américain. Cette cession de devises par l'autorité monétaire a permis de ponctionner 9,2 milliards de francs congolais.

3.3.6. Termes de l'échange

Au dernier trimestre de l'année 2009, les cours des produits alimentaires ont globalement affiché une hausse suite à une météo capricieuse, laquelle a contribué à la diminution des récoltes.

Cependant, l'appréciation des termes de l'échange, ne serait pas entamée en raison de la tendance haussière des prix des produits miniers, principalement celui du cuivre.

En effet, le prix de la tonne du métal rouge a enregistré une croissance de plus de 16,0 % entre septembre et décembre 2009, en faveur des exportations du pays.

3.3.7. Balance commerciale

L'analyse de la balance commerciale en 2009, fait ressortir les phases suivantes :

- De janvier à mars, le solde commercial a été fortement affecté par la contraction de la demande internationale à la suite de l'incidence négative de la crise financière. A cet effet, la balance commerciale a été de -491,6 millions de USD à fin mars ;
- D'avril à juin, le déficit commercial a été atténué à la suite de la remontée des cours des principaux produits d'exportation ainsi que de la reprise de l'activité de production dans les secteurs minier et pétrolier. Le solde commercial trimestriel a été de -301,1 millions de USD au cours de cette période ;
- De juillet à septembre, la balance commerciale s'est nettement améliorée en se situant à 43,2 millions de USD. Cette amélioration a été consécutive à la poursuite du bon comportement des cours des produits de base sur le marché international.
- D'octobre à décembre, à la faveur de la poursuite de la hausse des cours des matières premières sur le marché international, l'excédent commercial s'est consolidé au cours de cette période. Il a atteint 951,0 millions de USD.

Tableau 12 : Evolution de la balance commerciale en 2009 (e)
(en millions de USD)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Exportations	187,2	224,4	272,3	204,1	298,5	380,1	508,6	474,4	590,8	1162,8	730,1	662,2
Importations	403,1	373,5	398,9	361,1	411,1	411,7	526,4	461,7	542,4	615,2	522,9	466,0
Soldes	-215,9	-149,1	-126,6	-157,0	-112,6	-31,5	-17,9	12,6	48,4	547,6	207,1	196,2
Soldes trimestriels	-491,6			-301,1			43,2			951,0		

Source BCC : Direction des Analyses Economiques

III.4. SECTEUR MONETAIRE

Au cours du mois de février 2010, la situation monétaire a été marquée par une évolution convergente entre la base et la masse monétaire ; l'objectif opératoire et celui intermédiaire de la politique monétaire ont connu de légères variations positives. Ainsi, le multiplicateur monétaire a augmenté de 0,02 point de pourcentage par rapport à janvier.

Tableau 13 : Comportement des agrégats monétaires
(Variation par rapport au mois précédent)

	Janvier	Fév. 2010
Base monétaire (1)	-4,8	3,9
Masse monétaire (2)	-1,9	-0,17
Multiplicateur Monétaire (2) / (1)	3,38	3,40

Source : Banque Centrale du Congo

3.4.1. Evolution de la base monétaire

Par rapport au mois précédent, la base monétaire renseigne un léger accroissement de 0,19 % au mois de février.

Sous la même période, les avoirs extérieurs nets ont augmenté de 3,53 % tout comme les avoirs intérieurs nets de 2,02 % dont l'accroissement du crédit net à l'Etat se situe à 8,78 %, alors que la créance sur le secteur privé affiche un repli de 11,79 %. Les autres postes nets sont restés quasi stables au mois de février.

La circulation fiduciaire a baissé de 0,25 % au mois de février, pendant que les dépôts des banques créatrices de monnaie se sont accrus de 15,75 % avec des avoirs libres pour 25,56 % et les réserves obligatoires de l'ordre de 13,89 %.

Tableau 14. Composantes et contreparties de la base monétaire
(en milliards de CDF)

	Déc.-09	Janv.-10	Févr.-10
AEN	-557, 51	-557, 35	-577, 05
AIN	1. 038,3	1. 014, 92	1. 035, 47
crédit net à l'Etat	210, 76	195, 71	212, 89
créance secteur privé	3, 97	3, 92	3 ,46
APN	752, 62	740, 64	740, 9
encours. Btr	56, 73	54, 31	49, 72
BASE MONETAIRE	480, 78	457, 57	458, 42
circulation fiduciaire	394, 66	359, 65	358, 74
dépôt banque créatrice de monnaie	69, 71	76, 30	88, 31
- avoirs libres	11, 55	12, 10	15, 20
- réserves obligatoires	58, 17	64, 19	73, 11

Tableau 14 : Facteurs autonomes de la liquidité
(en milliards de CDF, variations par rapport au mois précédent)

	janv.-10	fév.-10
Facteurs autonomes	0,16	-19,70
Avoirs extérieurs nets	0,7	20,55
Avoirs intérieurs hors BTR	-23,38	119,8
-CNE	-15,05	17,18
-APN hors BTR	-11,98	0,26
Politique monétaire	3,6	4,33
BTR	-2,42	-4,59

Réserves obligatoires	6,02	8,92
Base monétaire	-23,21	0,85

Source : Banque Centrale du Congo

3.4.2. Evolution de la masse monétaire (M2)

La masse monétaire avec provision a connu une augmentation, au mois de février, de 0,74 %, le niveau des avoirs extérieurs nets s'est légèrement amélioré par rapport à celui de janvier passant de -38,77 milliards de CDF à -10,43 milliards. Cependant, les avoirs intérieurs nets ont augmenté sous cette période de 1,06% avec un accroissement de 7,59 % du crédit net de l'Etat. La baisse des autres postes nets est de 2,86 %.

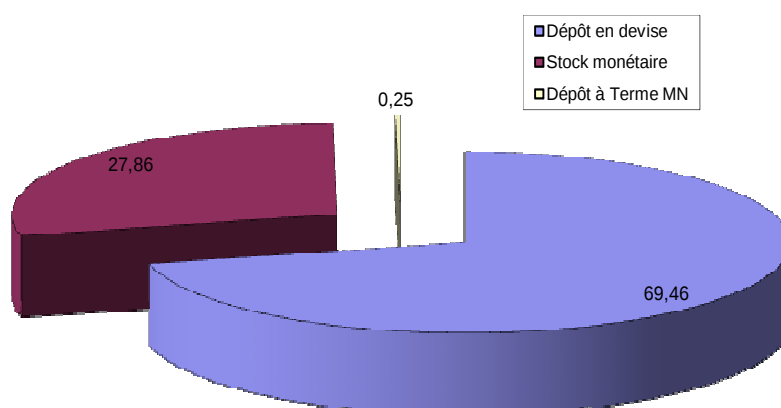
En février 2010, le taux de dollarisation de l'économie congolaise se situe à 69,46 %. La part du stock monétaire dans la masse monétaire atteint 27,86 %, alors que les dépôts à terme en monnaie nationale se limite à 0,25 %.

Tableau 15 : Situation monétaire intégrée
(en milliards de CDF)

	Déc. 2009	Janv. 10	Fév. 10
AEN	-40,86	-38,77	-10,43
AIN	1.585,95	1.585,21	1.568,39
CNE	183,34	169,35	182,20
Créance sur le secteur privé	658,11	677,99	667,76
APN	715,58	715,73	695,28
M2 avec provisions	1.545,08	1.546,44	1.557,96
Stock monétaire (M1)	479,41	458,68	434,02
Circulation fiduciaire	381,49	338,46	340,07
Dépôts à terme MN	3,50	1,81	3,95
Dépôts en devises	1.020,50	1.050,66	1.082,10

Source : Banque Centrale du Congo

Structure de la Masse Monétaire au mois de février 2010
(en % du total)



IV. POLITIQUES MISES EN ŒUVRE

1. RAPPEL DES EVOLUTIONS OBSERVEES

Taux d'inflation et taux de change

A fin février 2010, le taux d'inflation s'est situé à 4,24 % contre une cible annuelle de 15 %. Etabli à 920,30 CDF/USD à l'indicatif à fin janvier 2010, le cours de change à fin février a été de 921,10 CDF/USD, soit une dépréciation de 0,09 %.

2. PROPOSITIONS DE POLITIQUES POUR LE RESTE DE L'ANNEE 2010

Pour que la RDC atteigne, à fin juin 2010, le point d'achèvement de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés, la politique macro-économique à mener doit être conséquente et demeurée crédible.

A cet effet, les principaux axes devraient toujours être les suivants :

2.1. Politiques conjoncturelles

a. Politique monétaire

- maintien de la positivité du taux directeur tout en envisageant sa baisse, car son niveau actuel est très élevé ;
- surveillance de l'encours de refinancement dont la variation devra être nulle ou négative pour éviter les injections monétaires ;
- Garder inchangé l'actuel niveau du coefficient des réserves obligatoires ;

b. Politique budgétaire

- exécution du Plan de Trésorerie du secteur public sur base caisse et conformément au programme convenu avec le FMI ;
- mise en place d'un système moderne d'exécution budgétaire fournissant des informations à partir de l'étape d'engagement jusqu'à celle de paiement ; permettant aussi le suivi des arriérés ;
- conclusion du pacte de stabilité monétaire entre le Ministère des Finances et la BCC.

c. Politique de change

- les interventions sur le marché des changes doivent viser le lissage des fluctuations du taux de change afin qu'il soit compatible avec le taux programme.

2.2. EXECUTION DU PROGRAMME ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT (PEG II)

(hormis les recommandations des politiques conjoncturelles)

a. Document stratégique pour la réduction de la pauvreté (DSRP)

- achèvement du DSRP final à travers un processus participatif ;
- sa mise en œuvre pendant au moins un an avec une évaluation conjointe de la BM et du FMI.

b. Utilisation de l'épargne budgétaire

- affectation de l'épargne budgétaire résultant de l'initiative PPTE relative à la réduction de la dette pour le financement des dépenses pro-pauvres dans le cadre du DSRP ;

c. Gouvernance et offre des services dans les secteurs prioritaires

- achèvement de l'exercice du suivi budgétaire dans les domaines de la santé, du développement rural et des dépenses d'infrastructures ;
- adoption d'un nouveau code de passation des marchés publics.

d. Gestion de la dette

- installation et fonctionnement effectif d'un système informatique de gestion et de suivi de la dette couvrant toute la dette publique, celle garantie par l'Etat ainsi que celle des entreprises publiques ;
- produire des projections mensuelles du service de la dette et prendre en compte les décaissements récents ainsi que les données sur l'exécution du service de la dette ;
- créer un centre unique pour la centralisation des informations sur la dette.
